

Kuala Lumpur, la capitale de la Malaisie. Il y a continuellement des rencontres de représentants des pays du Commonwealth et des membres des divers gouvernements se réunissent souvent, quand le besoin s'en fait sentir.

Dernièrement, par exemple, lors de mon voyage à Londres pour assister à la réunion ministérielle de l'OTAN, j'ai quitté le Canada plus tôt que prévu de façon à pouvoir m'entretenir avec M. Stewart, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Bottomley, le secrétaire d'État pour les Affaires du Commonwealth, et M. Greenwood, qui a charge des affaires coloniales. J'ai rencontré M. Greenwood non parce que le Canada s'intéresse encore à la politique coloniale, mais parce que nous nous préoccupons des problèmes de la Guyane britannique, où le Canada a placé de nombreux capitaux. Il fallait que je discute absolument avec le secrétaire d'État aux colonies des problèmes qui résultent de la situation confuse et difficile qui prévaut dans ce petit pays des Caraïbes.

Il est plus facile, aux Nations Unies, d'avoir des consultations plus fréquentes et les représentants des pays du Commonwealth se réunissent pendant les sessions pour discuter surtout de questions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Cependant, quand les ministres des Affaires étrangères sont présents, on en profite souvent pour discuter de problèmes qui ne touchent pas directement le Commonwealth. Il ne faut pas oublier que même entre les sessions de l'Assemblée générale les ambassadeurs des divers pays indépendants membres du Commonwealth demeurent au siège des Nations Unies, ce qui permet des rencontres et des échanges de points de vue fréquents sur des questions d'intérêt vital pour le Commonwealth.

Notons en passant la présence aux Nations Unies de personnalités compétentes représentant les nouveaux pays du Commonwealth. Il n'est pas, je pense, de personne plus compétente aux Nations Unies que le chef Adebo, l'ambassadeur du Nigéria. Au siège des Nations Unies, tous reconnaissent, je pense, qu'il n'est pas là d'homme plus estimé ou plus au courant des problèmes des Nations Unies ou des problèmes plutôt complexes de notre monde que ce distingué ambassadeur.

On s'interroge depuis longtemps sur les moyens propres à renforcer le Commonwealth.

Il est difficile de définir le Commonwealth. Il n'est certainement pas facile d'identifier plusieurs caractéristiques communes. Le droit commun en est une, comme je le disais, mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas le seul système juridique en usage dans le Commonwealth. Sauf pour une partie des populations du Canada et de l'Île Maurice, la langue est peut-être le dénominateur commun le plus frappant, car le Commonwealth est essentiellement une association de peuples au moins partiellement anglophones. On parle l'anglais dans presque toutes les parties du Commonwealth.

Mais il y a plus. Il existe une indéfinissable communauté d'intérêts, qu'on sent aux Nations Unies et que j'ai certainement sentie lors de la conférence de deux semaines tenue l'an dernier dans l'édifice de l'Ouest. Ce fut à mon avis l'une des plus importantes conférences de l'histoire du Commonwealth. Alors que les pays totalitaires prêche la primauté de l'État, les pays du Commonwealth abordent les problèmes mondiaux dans un esprit semblable, pénétrés de l'importance de l'individu dans la société.

L'éducation est un autre terrain d'influence. Si nombreux sont les chefs d'État de ces pays du Commonwealth, et en particulier des plus nouveaux États membres, qui ont reçu leur formation académique en Grande-Bretagne ou du moins dans des maisons d'inspiration britannique, dans leur propre pays, qu'il en est résulté un ensemble de traditions qui ont aidé au développement de cette indéfinissable unité au sein de l'organisme.

Même les membres les plus radicaux (entre guillemets) du Commonwealth reconnaîtront, je pense, qu'il est important de préserver le Commonwealth